

# Les Vingt-Sept restent désunis face à la récession qui menace

L'idée de la présidence française de mieux coordonner les politiques économiques ne recueille guère d'écho, avant la réunion informelle des ministres des finances, les 12 et 13 septembre

BRUXELLES  
BUREAU EUROPÉEN

L'Union européenne risque de flirter avec la récession d'ici à la fin 2008, et les ministres des finances réunis vendredi 12 et samedi 13 à Nice sont à court de solutions. Mais les appels à davantage de coordination lancés par la présidence française des Vingt-Sept suscitent de multiples réserves. « Chaque pays a ses spécificités et ses moyens, indique un haut responsable financier polonais, il sera très difficile de trouver une réponse plus collective. »

A l'instar de Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe, de nombreuses délégations craignent que Paris ne profite de la crise actuelle pour pousser des idées peu consensuelles, comme la « rénovation » du dialogue avec la Banque centrale européenne appelée de ses vœux par Christine Lagarde, la ministre des finances française, qui conduira les débats à Nice.

« Nous n'avons besoin ni de nouvelles structures de gouvernance ni de nouvelles instructions », a prévenu M. Juncker, lors d'une audition devant le Parlement européen, mercredi 10 septembre. Le Luxembourgeois, qui devrait être reconduit pour un troisième mandat à la tête de l'Eurogroupe, est très réservé sur l'idée, défendue par la France, de renforcer ce club informel qui réunit les seuls ministres de la zone euro.

De nombreux collègues européens de Mme Lagarde multiplient par ailleurs les mises en garde contre un assouplissement



du pacte de stabilité et de croissance, ou la perspective d'un plan de relance d'envergure. « Il ne faut pas répéter les erreurs dont on a mis des années à se remettre dans les années 1970 face un choc extérieur d'une telle ampleur », a martelé mercredi le commissaire responsable des affaires économiques et monétaires, Joaquin Almunia, en référence au premier choc pétrolier. Un avertissement implicite à la France et à l'Italie, dont les déficits devraient cette année approcher de nouveau le plafond de 3 % du PIB défini par le pacte de stabilité.

Pour MM. Juncker et Almunia, seuls les

pays les plus vertueux sur le plan budgétaire, comme l'Espagne ou l'Irlande, peuvent se permettre de laisser glisser leur déficit pour amortir la crise. M. Juncker est d'avis que l'Allemagne, dont les comptes publics ont été équilibrés en 2007, n'a aucune obligation d'utiliser l'arme budgétaire, car son économie va afficher, sur l'ensemble de l'année, une performance au-dessus de la moyenne. Un point de vue partagé, à ce stade, par le gouvernement allemand, l'un des plus réticents face aux demandes françaises de coordination. ■

PHILIPPE RICARD